

Déclaration FSU 35 CSA-SD du 16 novembre 2023

Monsieur le Directeur des services de l'Éducation Nationale d'Ille et Vilaine,
Mesdames Messieurs les membres du CSA-SD

Le pacte est un échec. Seules 25 % des enseignant·es en France ont signé pour le pacte, 7 % dans l'académie de Rennes. La grande majorité de la profession a bien compris que le pacte n'est pas une revalorisation, qu'il met les enseignant·es sous astreinte, qu'il alourdit la charge de travail et modifie notre métier en profondeur en s'attaquant à notre statut.

Nous saluons ici la persévérance et le courage de nos collègues qui ont su résister individuellement et collectivement et qui résistent encore aujourd'hui. Dans le second degré, il aura fallu bien de l'abnégation pour subir, sans céder, les pressions et manipulations des chef·fes d'établissements zélé·es prêt·es à toute forme de mensonge, chantage et bricolage pour forcer la main des collègues et ainsi faire monter les chiffres sur demande d'un ministère qui en a fait un enjeu de communication politique.

C'est naturellement sur le remplacement de courte durée que la pression a été la plus forte, certain·es chef·fes allant jusqu'à remettre en cause tous les projets, toutes les sorties pédagogiques et les demandes de formations pour assurer la commande présidentielle.

Les collègues nous font part de perte de sens dans l'exercice de leur métier : quand un professeur de technologie, par exemple, se retrouve à remplacer un cours en classe de sixième alors même que cet enseignement a été supprimé de leur grille horaire, quand un professeur d'espagnol en lycée, par exemple, se retrouve à remplacer une collègue d'anglais qui a dans sa classe un regroupement d'élèves avec des LV2 allemand, italien ou autre, quand un professeur de mathématiques en sixième apprend par ses élèves que c'est leur troisième heure de math de la journée puisque la professeure de français a été remplacée ce jour par un collègue de mathématiques. La construction des savoirs, ce n'est pas cet empilement de séquences « fourre-tout ».

Nous avons donc vécu une rentrée inédite, par l'ampleur de la souffrance engendrée par le projet pacte et RCD, par la déstabilisation des collectifs de travail entraînée par le manque de considération de l'institution pour ses personnels.

Côté moyens, il n'y a pas d'amélioration en vue : le nombre d'élèves par classe reste parmi les plus élevés d'Europe. L'inclusion à marche forcée se fait encore et toujours sans les moyens humains nécessaires, le manque de personnels de santé et psychosociaux dans les établissements continue de s'accroître.

Renouant avec la méthode Blanquer, le nouveau ministre de l'Éducation Nationale enclenche un tourbillon de mesures qui laissent à peine de temps aux journalistes de les annoncer : report des épreuves du Baccalauréat en juin (mais sans allègement du programme ce qui rend la mission toujours impossible), chantier de l'attractivité des métiers (mais sans parler des salaires), enquête sur « l'exigence des savoirs » (à partir d'un questionnaire verrouillé), réorganisation pédagogique du collège (basée sur les propositions d'un syndicat minoritaire), lutte contre le harcèlement (avec injonctions et sans moyens humains supplémentaires), chantier sur les conditions de travail (tout en supprimant des postes).

L'agitation ministérielle ne doit pas masquer la réalité de l'offensive contre le système éducatif et ses personnels : le budget 2024 promet de supprimer toujours plus de postes dans l'éducation nationale, près de 2700 ETP d'enseignant·es, refusant une nouvelle fois de saisir l'occasion de baisser les effectifs dans toutes les classes levier ô combien important pour agir efficacement contre l'échec scolaire. Dans le même temps, les négociations salariales révèlent que les ministères n'entendent pas apporter d'amélioration à la condition de leurs personnels.

La ministre déléguée à l'enseignement et la formation professionnels s'arcboute sur ses positions de casse du lycée professionnel en voulant imposer une dégradation brutale et scandaleuse de la classe de terminale. Le calendrier imposé est de surcroît intenable et irrespectueux du travail des personnels car la mise en œuvre de ce projet est envisagée dès la rentrée 2024. Concrètement, le parcours commun des élèves de lycée pro serait diminué de 6 semaines et les épreuves aux examens avancées afin d'introduire un parcours personnalisé de 6 semaines. Ce projet est bien une forme de recyclage de l'échec criant du bac Blanquer.

Au prétexte de diversification, le ministère détournerait un grand nombre d'heures de cours pour répondre à une commande présidentielle : augmenter le nombre de semaines de stages. C'est inacceptable quand les élèves ont besoin de plus et mieux d'école. Ce n'est ni l'intérêt des élèves ni celui des personnels qui conduit cette réforme que la FSU refuse en bloc.

Que d'hypocrisie, alors qu'une bonne partie du champ politique, majorité présidentielle en tête, s'est pressée au chevet de l'École, la main sur le cœur, pour soutenir les personnels après l'assassinat de notre collègue Dominique Bernard.

Pour la FSU, le service public, ses élèves et ses personnels, méritent mieux que des opérations de communication visant avant tout à consolider les ambitions politiques d'un ministre. La FSU s'engage donc dans une grande campagne pour montrer qu'un autre système éducatif est possible : campagne qui pourra être le moteur d'une mobilisation pour gagner, pour nos salaires et pour nos métiers.